



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
UID37/41 Cité administrative - Porte J
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois

Blois, le 29/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS

Route de Berry-Bouy
BP 62
18230 Saint-Doulchard

Références : 2024/816
Code AIOT : 0010012160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2024 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implanté Carrière de Marché Goin 41240 Binas. L'inspection a été annoncée le 04/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- Carrière de Marché Goin 41240 Binas
- Code AIOT : 0010012160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire de la commune de BINAS, à proximité du lieux dit "La ferme Marchegoin". Son accès se fait par la route départementale 925 au Sud-Est de Binas. Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de calcaire de Beauce, dont la superficie totale autorisée est de 43 ha 63 a 32 ca, pour une superficie totale exploitable de 40 ha 11 a 93 ca ; Le site est autorisé par l'AP n°2015-047-0009 du 16 février 2015 pour les rubriques : *ICPE : 2510-1 (carrière soumise à autorisation), 2515-1-a (installation de traitement (broyage, concassage...) soumise à enregistrement). *IOTA : 1.1.1.0 (création de forage, soumis à déclaration) et 1.3.1.0-1 (prélèvement supérieur à 8m3/h, soumis à autorisation). La production maximale autorisée est de 200 000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 150 000 tonnes. L'exploitant met en avant que le gisement est de mauvaise qualité (trop argileux) et que son accès le dessert. Un porter à connaissance demandant la mise en place d'un traitement à la chaux et la modification du projet de remise en état est en cours d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Aménagement (Merlon...)	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 8.1.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Aménagements préalables (piézos et forage)	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 9.2.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	autosurveillance acoustique et vibration	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 9.2.	Demande d'action corrective	2 mois
8	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 9.4	Demande d'action corrective	2 mois
9	Exploitation et sécurité du site (non discuté lors de la visite)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article section 3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements Préalables (Panneau)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Sans objet
2	Aménagement préalable	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Sans objet
4	Situation administrative	Code de l'environnement du 25/11/2024, article L.512-19	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(Durée de l'autorisation)		
7	autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 9.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements Préalables (Panneau)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Aménagement Prel – Identification / publicité
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consultable.
Constats : Lors de l'inspection du 25/11/2024, il a été constaté la présence d'un panneau implanté au carrefour entre la route départementale et la voie d'accès carrossable du site (à l'extrémité Nord Est du site). Ce panneau faisait mention du nom de l'exploitant, l'identifiant de l'arrêté autorisant l'installation et la commune de Binas où le dossier de remise en état est stocké. Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Le bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats :

Lors de l'inspection du 25/11/2024, il a été constaté la présence et le bon état de la borne au Nord Ouest du site.

Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagement (Merlon...)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 8.1.1.

Thème(s) : Situation administrative, ARTICLE INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Prescription contrôlée :

Les quantités de matériaux stockées doivent être inférieure à 60 000 m³ et la hauteur des tas est limitée à 5 m.

Au droit de la ferme de Marchegoin, un merlon végétalisé de 3 m de hauteur minimum devra être mis en place. Le reste du merlon périphérique aura une hauteur de 1,5 mètres.

La haie boisée, située le long de la RD 925, est conservée. Le pied de cette haie est situé à une distance d'un mètre du pied du merlon.

Une haie buissonnante est plantée en limite nord des terrains du projet, au contact du CR n°8, au début de la première phase quinquennale d'exploitation afin de masquer le merlon de protection de la partie Est (notamment le merlon de 3 m au droit de la ferme de Marchegoin).

Constats :

Lors de l'inspection du 25/11/2024, il a été constaté la présence d'un stockage de stériles en quantité et hauteur importantes. La hauteur du tas de stérile semble supérieur à 5 m. Le plan d'extraction en ma possession en date du 7/12/2022 ne fait pas état de cette hauteur et la surface concernée semble de l'ordre de l'hectare.

Il a été constaté sur le périmètre Nord, Est et Ouest du site la présence d'un merlon de terre d'une hauteur entre 2 et 3 m. L'exploitant a informé l'inspection de l'absence de plainte sur l'aspect visuel de la carrière à ce jour.

Il a été constaté l'absence de haie buissonnante le long du CR8. Le PAC (en cours d'instruction) met en avant la demande de non-mise en œuvre de cette haie.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la hauteur et du volume du tas de stérile stocké sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Situation administrative (Durée de l'autorisation)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/11/2024, article L.512-19
Thème(s) : Situation administrative, Caducité du site
Prescription contrôlée : [...] Article L512-19 Version en vigueur depuis le 25 octobre 2023 Modifié par LOI n°2023-973 du 23 octobre 2023 - art. 8 Lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif. Il peut appliquer cette procédure à une partie d'installation située sur un terrain qu'il détermine et qui n'a pas été exploitée durant trois années consécutives. [...]
Constats : Lors de l'inspection du 25/11/2024, il a été constaté l'absence d'activité d'extraction depuis 2021 soit 2 années sans activité et la 3ieme est en cours. Conforme
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagements préalables (piézos et forage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 9.2.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Rapport fin de travaux, controle et suivi
Prescription contrôlée : [...] 9.2.5.2.4 : Rapport de fin de travaux A l'issue des travaux, l'exploitant adresse au préfet et à l'inspection des installations classées, dans un délais de deux mois, un rapport complet comprenant : § le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance des eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête de l'ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ; § pour chaque ouvrage, la coupe géologique avec indication du ou des niveaux de nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des tubages et les conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors du forage, volume des cimentations, profondeur atteinte,

développements effectués),

§ les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance, et le compte rendu des travaux de comblement pour ceux qui sont abandonnés ;

§ les documents relatifs au déroulement du chantier : nom du foreur, dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées, date de fin de chantier,

§ les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant

9.2.5.2.5 Conditions de surveillance de l'ouvrage

L'ouvrage est régulièrement entretenu de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

L'ouvrage doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

9.2.5.3. Fréquences et modalités de l'auto surveillance

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière.

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Semestrielle	
Température	Semestrielle	
PH	Semestrielle	NF T 90 008
Conductivité	Semestrielle	
Matières en suspension totales (MEST)	Semestrielle	NF EN 872
Demande chimique en oxygène (Dco)	Semestrielle	NF T 90101 ou ISO 15 705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)

Hydrocarbures (HCT)	Semestrielle	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203
---------------------	--------------	--

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

Constats :

Lors de l'inspection du 25/11/2024, il a été constaté sur les plans d'extraction de 2022 la présence de 3 piézomètres dont un, avec la double fonction piézomètre et forage (le PZ2).

Le PZ2 a été vu. Il est situé dans l'emprise clôturée de la carrière. La tête de forage est capotée - cadenassée, le code de BSS est absent et il y a la présence d'une dalle béton entre 2 et 3 m² qui est surélevée.

Le PZ1 a été vu. Il est implanté en dehors de l'emprise clôturée de la carrière, sur une parcelle plantée de tournesol au sud du site. La tête de forage est cadenassée-capotée, le code BSS est affiché et il n'y a pas de dalle béton. Dans la mesure où la parcelle fait l'objet d'une activité agricole, la mise en conformité de ce forage est indispensable.

Le PZ3 n'a pas été vu.

L'exploitant a proposé de partager les rapports de fin de travaux des ouvrages en séance et il a été convenu qu'il les transmettrait en version informatique.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité de l'ouvrage piézométrique n° 1 localisé en dehors de l'emprise de la carrière dans une parcelle agricole.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : autosurveillance acoustique et vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 9.2.

Thème(s) : Situation administrative, Suivi acoustique et vibration

Prescription contrôlée :

[...] Auto surveillance des niveaux sonores

9.2.7.1.Mesures périodiques Article 1.1.1.1. Une mesure de la situation acoustique est effectuée dès

l'ouverture de la carrière (pour les nouvelles exploitations) / dans les (6) mois suivants la notification du présent arrêté (en cas de renouvellement) puis périodiquement (au minimum tous les (...) ans) et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).

Les premières mesures sont réalisées au cours des trois premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux puis, la fréquence des mesures est annuelle.

Si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

De nouvelles mesures sont également réalisées dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).

Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

9.2.8.Auto surveillance des niveaux de vibrations

9.2.8.1. Mesures périodiques

Une mesure de la vitesse particulaire pondérée est effectuée dès les premiers tirs sur la carrière, puis à minima tous les ans.

Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection du 25/11/2024, il a été constaté que les mesures acoustique et vibratoire n'ont pas été réalisées de manière récente.

L'exploitant ne dispose pas de mesure acoustique depuis 2018 et vibratoire depuis 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 9.3

Thème(s) : Situation administrative, CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

Prescription contrôlée :

9.3.1. Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-6 du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit tous les ans un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au CHAPITRE 9.2. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Il est adressé avant la fin de chaque année à l'inspection des installations classées.

9.3.3. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'Article 9.2.7. sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Ils sont également tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

9.3.4. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux de vibrations

Les résultats des mesures réalisées en application de l'Article 9.2.8. sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées à l'Article 6.3.1. l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées et propose les mesures correctives permettant , pour les prochains tirs, de respecter de ces valeurs limites.

Ils sont également tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Constats :

Lors de l'inspection du 25/11/2024, il a été constaté que la dernière transmission des résultats de l'autosurveillance et des mesures environnementales a été adressée à la préfecture en date 04 juillet 2024 contenant le suivi de la nappe souterraine et les mesures de poussières.

Conforme

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bilans périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 9.4
Thème(s) : Situation administrative, Bilans périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>9.4 Bilans périodiques</p> <p>9.4.1. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, - les bords de la fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement des fronts, - la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, les volumes d'eau prélevées, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>9.4.2 SUIVI faune-flore</p> <p>Conformément à l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter et dans les conditions prévues par cette dernière, les mesures suivantes seront mises en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création et suivi d'un conservatoire des plantes messicoles avec suivi floristique annuel les trois premières années suivants la signature de la convention puis biennal, - Aménagement d'une jachère fleurie incluant un suivi faunistique et floristique biennal durant les 2 dernières phases quinquennales. <p>9.4.3 SUIVI DES RENDEMENTS DES TERRES AGRICOLES</p>

La société GSM assure un suivi des rendements à l'hectare des terres avant le début de leur exploitation puis à chaque retour à l'agriculture. Ces informations seront communiquées à l'administration lors des cessations partielles d'activité
Constats : Lors de l'inspection du 25/11/2024, il a été constaté l'absence de justification et de transmission du rapport annuel d'exploitation pour l'activité 2023. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la transmission du rapport d'activité annuel pour l'année 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Exploitation et sécurité du site (non discuté lors de la visite)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article section 3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : Article 13 : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains. Article 14: 14.1. Exploitations à ciel ouvert : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats :

Lors de l'inspection du 25/11/2024, il a été constaté 2 défauts.

Il a été constaté la présence d'une clôture périphérique défailante (sur environ 2 m) à la jonction du portail.

Il a été constaté également un problème de sécurité au niveau des fronts de tailles au Nord et à l'Ouest de la zone exploitée. Sur la périphérie Nord et Ouest de la carrière exploitée, il y a la présence d'un merlon qui est entouré d'un côté par l'engrillagement et de l'autre par le front de taille (d'une hauteur supérieur à 5m). En matière de panneau sur la clôture le long du CR8, il n'a été dénombré qu'un seul panneau affichant la présence d'une carrière. Cette configuration sans zone plane entre le front de taille et le pied de talus n'est pas très sécuritaire et le danger n'est pas suffisamment signalé et doit contenir l'information sur le risque de chute d'une hauteur importante.

L'exploitant n'est pas en mesure de contrôler l'accès et la sécurité du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois